

RÉDACTEUR EN CHEF :

ERNEST VAUQUELIN

Pour ce qui concerne la Rédaction, s'adresser au Secrétaire
34, rue Tupin, à Lyon

LA RÉDACTION NE RÉPOND PAS DES MANUSCRITS QUI LUI SONT ADRESSÉS

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois Un an
Rhône et départ. limit. 5 fr. 10 fr. 18 fr.
Autres départements.. 7 fr. 14 fr. 26 fr.
Étranger (Union post.) 10 fr. 20 fr. 40 fr.
(On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste)

LA TRIBUNE

Organe de la Démocratie Radicale

DE LA RÉGION DU RHONE

RÉDACTEUR EN CHEF :

ERNEST VAUQUELIN

Pour l'Administration, s'adresser à l'Administrateur
34, rue Tupin, à Lyon

LES LETTRES NON AFRANCHIES SERONT REFUSÉES

ANNONCES

Les annonces du journal sont reçues exclusivement :

A LYON, à l'Agence FOURNIER, 14, rue Confort
et dans ses succursales de Saint-Etienne et de
Grenoble.

A PARIS, chez M. AUDEBOURG, 10, place de la
Bourse.

ÉLECTIONS MUNICIPALES DE LYON

(Second tour de scrutin)

Candidats de l'Alliance Radicale-Socialiste

ET DES

SOCIALISTES INDÉPENDANTS

3^{me} ARRONDISSEMENT

BEDIN

Ancien Conseiller municipal

5^{me} ARRONDISSEMENTBERSOT
PICORNEAU6^{me} ARRONDISSEMENTJ.-A. DESCHAMPS
Mécanicien

MANIFESTE

DE

MM. Valat et Colomb

Electeurs du III^e et du VI^e ar-

rondissement!

On n'est jamais si bien expliqué
que par soi-même.

Le Comité central, qui nous
présente aux électeurs, dans l'espé-
rance que nous le représenterons
plus tard avec une fidélité à toute
épreuve et une obéissance passive
dans le conseil municipal ne nous a
peut-être pas fait suffisamment con-
naître.

Ses affiches, par un louable senti-
ment d'économie, sont confec-
tionnées de manière qu'elles puissent
s'appliquer à peu près à tous les
candidats, ce qui fait qu'elles ne
s'appliquent exactement à aucun.

C'est pourquoi nous allons complé-
ter, chacun en ce qui nous concerne,
la présentation insuffisante faite par
le Comité central.

Marius VALAT. Pierre COLOMB.

Electeurs du III^e,

Gambetta, notre illustre patron, a
été affublé jadis par les monarchistes
du sobriquet de Gaudissard II. Il a
fièrement relevé le nom qu'on lui
jetait comme une raillerie et il s'est
appelé lui-même le « commis-voya-
geur de la démocratie ».

C'est ce souvenir qui m'encourage
à solliciter vos suffrages : Je ne suis
pas Gambetta, mais je suis oppor-
tuniste comme lui et je suis commis-
voyageur. En cette qualité, je suis
obligé de m'absenter de Lyon envi-
ron deux mois chaque année. Mais
cette absence ne prend, comme vous
voyez, qu'un sixième de mon temps.
J'espère que le conseil municipal
aura la délicatesse de ne pas tenir

de séances pendant que je serai en
voyage. S'il n'avait pas cette cour-
toisie, et si, faute de pouvoir me
trouver à Lyon pendant les sessions
du Conseil, votre arrondissement n'é-
tait pas complètement représenté, il
est bien évident que ce n'est pas à
moi, mais aux cinquante-cinq autres
conseillers municipaux qu'incomberait
la responsabilité de cette situa-
tion regrettable.

On m'a accusé de n'avoir pas fait
mon devoir pendant la guerre. Je
repousse cette accusation de toute la
hauteur de mon dédain, mais je con-
sens à y répondre. En 1870 j'ai été
réformé, mais je me suis engagé
dans la garde nationale et, comme
je l'ai déclaré à la salle Bertholus,
je n'ai pas déserté un seul jour la
Guillotière. Si les Prussiens avaient
osé y venir, ils m'y auraient trouvé.

Je suis lycéen. C'est pour-
quoi j'envoie ma fille dans une école
congréganiste. Elle a sept ans, c'est-
à-dire l'âge où l'enfant reçoit, des
choses et des personnes au milieu
desquelles il vit, une impression
ineffaçable. Il est donc à peu près
certain que ma fille aura plus tard
des sentiments religieux qu'elle n'au-
rait jamais eus si je l'avais envoyée
dans une école laïque, mais en l'en-
voyant chez les sœurs, j'ai la paix
avec ma belle-mère. Cette méthode
opportuniste que j'applique avec
succès dans mon ménage, vous es-
t un sûr garant de ma conduite poli-
tique si j'ai l'honneur d'obtenir vos
suffrages.

Electeurs,

Je suis aujourd'hui ce que j'étais
hier.

Je serai demain, avec la même éner-
gie, ce que je suis aujourd'hui.

Les radicaux et les socialistes n'ont
pas l'air de prendre ma candidature
au sérieux, mais je m'assois sur
leur opinion comme mon célèbre
homonyme sur les ruines de Car-
thage.

Electeurs!

Voulez-vous au conseil municipal
un représentant qui sache concilier
la fermeté des principes avec l'élas-
ticité des convictions, qui mélange
habilement à un républicanisme
austère un j'enfoutisme commode,
qui soit, en un mot, un roseau peint
en fer, un opportuniste parfait, votez
pour moi,

Marius VALAT.

Electeurs du VI^e,

Je serai bref. Il faut être avocat ou
commis-voyageur pour posséder l'é-
loquence de mon ami Marius Valat.

Moi je suis liquoriste.

Je ne sais pas faire de phrases
alambiquées et je ne distille que du
trois-six.

Mais il ne vous faut pas un homme
de parole. D'abord ça changerait vos

habitudes et puis vous n'en avez pas
besoin. Il vous faut un homme pra-
tique. Beaucoup de questions muni-
cipales attendent leur solution depuis
longtemps, beaucoup d'affaires doi-
vent être liquidées. La liquidation,
c'est ma spécialité à moi qui suis
marchand de liquides.

Pour me nuire dans votre esprit,
on dit que je n'ai pas d'antécédent
politique. C'est faux : Le 14 Juillet,
on est venu me demander ma coti-
sation pour la célébration de la fête
nationale. J'ai noblement refusé, et
j'ai même à mon refus ajouté ces
paroles dédaigneuses : « Je ne verse
pas pour des manifestations de ce
genre-là. »

Vous voyez bien que j'ai des anti-
cédents politiques, que j'en ai au
moins un.

J'espère, mes chers concitoyens
que tout modeste qu'il soit, il vous
semblera suffisant.

PIERRE COLOMB.

Pour copies non conformes.

ERNEST VAUQUELIN

LE BUDGET DE 1888

La commission du budget commen-
cera, lorsqu'elle reprendra ses travaux,
l'étude des tableaux qui donnent le
détail des dépenses des divers mini-
stères. Dès à présent, nous pouvons
indiquer, lorsqu'elles dépassent 100,000
francs, les différences qui existent
entre les crédits demandés pour 1888
et ceux qui ont été votés pour 1887.

Il est demandé en moins :

Ministère des finances. —	
Pour les frais de régie et de	
perception des impôts.....	1.906.532
Ministère des postes et des té-	
légaphes.....	1.581.705
Ministère des travaux pu-	
bliques. — Budget extraordinaire.	2.324.802
Il est demandé en plus :	
Ministère des finances. — Ser-	
vice central.....	1.700.000
Ministère de l'intérieur.....	13.616.706
Ministère de la guerre.....	53.000.000
Budget extraordinaire.....	600.497
Ministère de la marine. —	
Colonies.....	717.282
Ministère des travaux pu-	
bliques. — Budget ordinaire.....	24.438.074
Ministère de l'instruction pu-	
blique.....	430.700
Ministère du commerce.....	2.040.000

L'augmentation de treize millions
inscrite au budget du ministère de l'in-
térieur provient de ce que pour 12
millions des dépenses des chemins vi-
cinaux ont cessé de figurer au budget
extraordinaire pour passer au budget
ordinaire. D'autre part, l'augmentation
de deux millions, inscrite au budget
du ministère du commerce représente
la part contributive de l'Etat pour
l'année prochaine dans les travaux de
l'Exposition.

LETTRE DE PARIS

Paris, 20 avril.

On a généralement prêté peu d'at-
tention au voyage que M. Waddington,
ambassadeur à Londres, vient de faire

sur le continent. Notre représentant
près le cabinet de Saint-James étant le
plus nomade de tous nos diplomates et
ne se faisant aucun scrupule de venir
en France pour les motifs les plus
futilles, son arrivée à Paris n'a surpris
personne. D'ailleurs, M. Waddington
est membre du conseil général de
l'Aisne, qui vient d'ouvrir sa session,
ainsi que toutes les assemblées départe-
mentales; il était donc assez naturel
de penser que le conseiller-sénateur-
ambassadeur avait simplement passé la
Manche dans le but de venir remplir
l'un des trois mandats qu'il a collec-
tionnés.

Cependant, si j'en crois les bruits
accrédités dans les cercles politiques,
le voyage de M. Waddington aurait été
motivé par des raisons graves et qui
rendaient indispensable une conférence
entre ce diplomate d'occasion et notre
ministre des affaires étrangères.

Le gouvernement de Londres aurait
dés maintenant la conviction qu'un for-
midable conflit entre l'Angleterre et la
Russie est inévitable à bref délai. Ce
conflit, le cabinet britannique a tout
fait pour l'éviter; après avoir, il y a
deux ans, subi sans mot dire l'humilia-
tion que les Russes lui ont infligée
en Afghanistan, il s'est efforcé d'ame-
ner la chancellerie moscovite à inter-
venir en Bulgarie. Une fois engagée
dans le guépier des Balkans, la Russie
n'était plus à craindre pour longtemps.

Mais le tsar a vu le piège et s'est bien
gardé d'y tomber. Les excès, les fureurs
de la régence bulgare, le massacre des
panslavistes de Roustchouk, les outrages
dont ses partisans ont été l'objet à
Sofia et à Philippopolis, les cris de do-
ctresse des populations opprimées et
vilipendées, rien n'a pu faire dévier
Alexandre III de la ligne de conduite
qu'il s'était tracée. Le gouvernement
de Saint-Petersbourg a donné la
remarquable exemple d'esprit poli-
tique et fourni la preuve d'une rare fer-
meté d'esprit. Décidé à rester libre et
à garder intactes les ressources mili-
taires dont il dispose, il a su résister
aux sollicitations des Bulgares comme
aux avis intéressés de l'Allemagne qui
le poussait à intervenir à Sofia.

Ce n'est point spontanément, il faut
le dire, que le tsar a adopté cette atti-
tude; peut-être, s'il avait été abandon-
né à ses seules inspirations et aux con-
seils de M. de Giers, peut-être les Rus-
ses auraient-ils, depuis longtemps déjà,
débarqué à Varna et à Bourgas. Mais
Alexandre III a subi l'influence du ré-
dacteur en chef de la *Gazette de Mos-
cou*, M. Katkoff. Esprit supérieur, po-
litique de premier ordre, notre émi-
nent confrère peut être considéré
comme le véritable directeur de la po-
litique russe. Son crédit auprès du tsar
est tel que celui-ci ne fait rien, ne
prend aucune détermination importante
sans le consulter.

Or, M. Katkoff est un partisan résolu,
je dirai presque fanatique, de l'alliance
française. Notre pays ne compte pas,
en toute l'Europe, d'ami plus sûr et
plus chaleureux. Cette amitié s'est
affirmée dans une longue série d'arti-
cles publiés par la *Gazette de Moscou*
et qui presque tous, dit-on, avaient
reçu l'approbation impériale. M. Kat-
koff y attaquait avec une vivacité et
une indépendance d'allures que la
presse russe ne se permet point d'or-
dinaire, la politique allemande de M.
de Giers; il y dénonçait la duplicité de
M. de Bismarck, montrait le « chan-
celier de fer » flétrissant la Russie
et, dans le même temps, excitant

l'Autriche à s'armer contre elle; enfin,
il exhortait le tsar à se rapprocher de
la France, à braver les impuissances
célèbres de l'Angleterre, et surtout à
rester les mains libres, en se gardant
bien d'occuper la Bulgarie, comme on
l'y conviait.

Ces articles firent un énorme tapage;
M. de Giers, directement visé, offrit à
l'empereur sa démission; le cabinet de
Berlin s'émua et fit demander des ex-
plications par M. de Schweinitz, son am-
bassadeur à Saint-Petersbourg. Pour
apaiser ce tollé, Alexandre III dut re-
fuser la démission de son ministre et
publier un communiqué officiel décla-
rant que la politique suivie par M. de
Giers avait toujours son approbation.
Mais, quelques instances que l'on fit
auprès du tsar, on ne put obtenir de
lui qu'il désavouât M. Katkoff. La
Gazette de Moscou modéra seulement
le ton de sa polémique, sans rien chan-
ger à ses tendances francophiles et
germanophobes; quant à son rédac-
teur en chef, il est plus que jamais en
crédit, et l'on annonce qu'il va recevoir
très prochainement, sous forme d'une
décoration d'autant plus enviée qu'elle
est plus rarement donnée, une marque
éclatante de la faveur dont il jouit au-
près du tsar.

Tous ces faits, qui ont passé un
peu inaperçus en France, où nous
avons la déplorable habitude de nous
désintéresser de ce qui se passe au-
delà de nos frontières, ont au con-
traire produit une très vive émotion à
Berlin et surtout à Londres. Les arti-
cles de M. Katkoff, l'attitude du tsar,
les manifestations sympathiques à la
France qui se produisent pour ainsi
dire chaque jour en Russie, la conduite
significative de notre chargé d'affaires
à Sofia appuyant dans toutes ses dé-
marches le représentant du gouverne-
ment moscovite; tout cela démontre
clairement qu'une entente cordiale
existait entre les cabinets de Paris et
de Petersburg.

C'en était assez pour inquiéter l'An-
gleterre (sans parler de l'Allemagne);
mais les inquiétudes de nos excellents
voisins se sont changées en de vérita-
bles alarmes lorsque les télégrammes
du gouvernement des Indes ont appris
au Foreign Office qu'une formidable in-
surrection venait d'éclater en Afgha-
nistan, à l'instigation des Russes; que
cette insurrection était victorieuse et
qu'enfin le corps d'armée du général
Komarof, qui occupait Merw, s'était
mis en mouvement dans la direction de
Sarrah.

Ces nouvelles ont eu, paraît-il — et,
pour ma part, je n'en suis point sur-
pris — le don de modifier singulière-
ment le langage du cabinet britanni-
que envers la France. Les mêmes mi-
nistres qui naguère se riaient de nos
réclamations à l'endroit de l'Egypte et
donnaient à entendre que jamais l'ar-
mée anglaise ne l'évacuerait, se mon-
trèrent maintenant disposés à entrer en
composition. Une date serait, assu-
rément, fixée pour l'évacuation; l'An-
gleterre ne s'opposerait plus absolument
à la neutralisation du canal de Suez
et consentirait à ce que nous nous
annexions les Nouvelles-Hébrides —
annexion qui, soit dit en passant, est
un fait accompli.

Telles sont les ouvertures qui au-
raient été faites à M. Waddington et
qui auraient motivé le voyage de notre
ambassadeur. Il faut espérer que nos
gouvernants sauront discerner les mo-
biles qui font agir l'Angleterre et la
poussent à se montrer subitement si

accueillante, après avoir fait preuve
de tant d'arrogance. Il serait impar-
donnable à nous de nous laisser pren-
dre à des promesses dont l'expérience
nous a appris à connaître le peu de va-
leur. L'Angleterre, désormais, devra
chercher des dupes ailleurs qu'en
France.

Maurice RENAUD.

DÉPÊCHES

DE « LA TRIBUNE »

Par Fil télégraphique spécial

UNE GRAVE AFFAIRE

Pagny-sur-Moselle, 21 avril.

M. Schnaebele, commissaire spécial
français à la gare de Pagny, a été ar-
rêté par la police allemande.

On considère ici, jusqu'à nouvel avis,
qu'il a été victime d'un guet-apens.
M. Schnaebele avait reçu plusieurs
lettres de M. Gutsch, le commissaire
de police allemand à Ars-sur-Moselle,
l'invitant à venir conférer avec lui sur
le service à faire à la frontière.

Hier, après midi, M. Schnaebele s'en
allait à pied chez M. Gutsch, quand deux
agents allemands le terrassèrent et
l'emmenèrent à Novéant. Il fut ensuite
conduit à Metz.

La *Metz-Zeitung* prétend que cette
arrestation se rattache à l'agitation de
la Ligue des patriotes; mais cette ac-
cusation est absolument sans fonde-
ment.

Cette arrestation et les circonstances
dont elle a été accompagnée ont pro-
duit, à Metz et à Nancy, une vive émo-
tion.

INFORMATIONS

LES MINISTRES EN ALGÉRIE

Alger, 21 avril.

Hier le train ministériel est arrivé à
huit heures du soir à Sétil. La récep-
tion officielle a eu lieu immédiatement;
la gare et la ville étaient pavées et
illuminées. Un banquet a été offert par
la population; M. Millaud a prononcé
un discours dans lequel il a fait l'histo-
rique de la ligne d'Alger à Tunis et de
la colonisation algérienne. Il a promis
l'appui du gouvernement dans les ques-
tions intéressant la colonie.

LES CONSEILS GÉNÉRAUX ET LES SOUS-PRÉFECTURES

Paris, 21 avril.

Les conseils généraux de l'Ain, de
Seine-et-Oise, de la Manche, du Lot-
et-Garonne, du Calvados, de la Cor-
rèze, de la Dordogne, de l'Hérault, du
Jura du Lot, de la Meurthe-et-Moselle,
de l'Orne, de la Somme, de la Vienne,
de la Sarthe, de l'Ille-et-Vilaine et du
Finistère ont adopté un vote contre le
projet de suppression des sous-préfec-
tures.

Le conseil général de la Charente a
émis un vœu tendant à la suppression
totale des sous-préfectures.

GROSSIÈRE MANŒUVRE

Paris, 21 avril.

Le *Paris*, annonce qu'il a reçu de
Berlin, une carte postale ouverte,
signée d'initiales inconnues, le préve-

Feuilleton de LA TRIBUNE du 22 Avril 1887

74

GERMINAL

PAR

ÉMILE ZOLA

QUATRIÈME PARTIE

VI.

Un autre mineur descendait vers
Réquillart. Étienne s'éloigna avec lui;
et, comme ils passaient devant la pa-
lassade, l'enfant les entendit parler de
la forêt : on avait du remettre le ren-
dez-vous au lendemain, par crainte de
ne pouvoir avertir en un jour tous les
corons.

— Dites donc, murmura-t-il à ses
deux camarades, la grande machine
est pour demain. Faut en être. Hein?
nous filerons, l'après-midi.

Et la route enfin était libre, il lança
Bébert.

— Hardi? tire sur la queue!... Et mé-
fie-toi, la vieille a son balai.

Heureusement, la nuit se faisait
noire. Bébert, d'un bond, s'était pendu

à la morue, dont la ficelle cassa. Il prit
sa course, en l'agitant comme un cerf-
volant, suivi par les deux autres, galop-
ant tous les trois. L'épicière, éton-
née, sortit de sa boutique, sans com-
prendre, sans pouvoir distinguer ce
troupeau qui se perdait dans les téné-
bres.

Ces vauriens finissaient par envahir
le terreur du pays. Ils l'avaient envahi
peu à peu, ainsi qu'une horde sauvage.
D'abord, ils s'étaient contentés du car-
reau du Voreux, se culbutant dans le
stock de charbon, d'où ils sortaient
pareils à des nègres, faisant des par-
ties de cache-cache parmi la provision
des bois, au travers de laquelle ils se
perdaient, comme au fond d'une forêt
vierge. Puis, ils avaient pris d'assaut
le terri, ils en descendaient sur leur
derrière les parties nues, bouillantes
encore des incendies intérieurs, ils se
glissaient parmi les ronces des parties
anciennes, cachés la journée entière,
occupés à des petits jeux tranquilles
de souris polissonnes. Et ils élargis-
saient toujours leurs conquêtes, allaient
se battre au sang dans les tas de bri-
ques, couraient les prés en mangeant
sans pain toutes sortes d'herbes lai-
teuses, fouillaient les berges du canal
pour prendre des poissons de vase qu'ils
avaient crus, et poussaient plus loin,
et voyageaient à des kilomètres, jus-
qu'aux futaies de Vandame, sous les-
quelles ils se gorgeaient de fraises au
printemps, de noisettes et de myrtilles
en été. Bientôt l'immense plaine leur
avait appartenu.

Mais ce qui les lançait ainsi, de Mont-
sou à Marchiennes, sans cesse par les
chemins, avec des yeux de jeunes loups,
c'était un besoin croissant de maraude.
Jeanlin restait le capitaine de ces ex-
péditions, jetant la trompe sur toutes les
proies, ravageant les champs d'oignons,
pillant les vergers, attaquant les étales
garnies. Dans le pays, on accusait les mi-
neurs en grève, on parlait d'une vaste
bande organisée. Un jour même, il
avait forcé Lydie à voler sa mère, il
s'était fait apporter par elle deux dou-
zaines de sucres d'orge que la Pierronne
tenait dans un bocal, sur une des
planches de sa fenêtre; et la petite
rouée de coups, ne l'avait pas trahi
tellement elle tremblait devant son au-
torité. Le pis était qu'il se taillait la
part du lion. Bébert, également, devait
lui remettre le butin, heureux si le
capitaine ne le giflait pas, pour garder
tout.

Depuis quelque temps, Jeanlin abu-
sait. Il battait Lydie comme on bat une
femme légitime, et il profitait de la
crédulité de Bébert pour l'engager
dans des aventures désagréables, très
amusé de faire tourner en bourrique
ce gros garçon, plus fort que lui, qui
l'aurait assommé d'un coup de poing.

Il les méprisait tous les deux, les
traitait en esclaves, leur racontait qu'il
avait pour maîtresse une princesse,
devant laquelle ils étaient indignes de
se montrer. Et, en effet, il y avait huit
jours qu'il disparaissait brusquement,
au bout d'une rue, au tournant d'un
sentier, n'importe où il se trouvait,
après leur avoir ordonné, l'air terrible,
de rentrer au coron. D'abord, il empor-
tait le butin.

Ce fut d'ailleurs ce qui arriva, ce
soir-là.

— Donne, dit-il, en arrachant la mo-

que des mains de son camarade, lors-
qu'ils s'arrêtaient tous trois, à un coude
de la route, près de Réquillart.

Bébert protesta.

— J'en veux, tu sais. C'est moi qui
l'ai prise.

— Hein? quoi? cria-t-il. T'en auras,
si je t'en donne, et pas ce soir, bien
sur; demain, s'il en reste.

Il bourra Lydie, il les planta l'un et
l'autre sur la même ligne, comme des
soldats au port d'arme. Puis, passant
derrière eux :

— Maintenant, vous allez rester la
cinq minutes, sans vous retourner...
Nom de Dieu! si vous vous retournez,
il y aura des bêtes qui vous mange-
ront... Et vous rentrerez ensuite tout
droit, et si Bébert touche à Lydie en
chemin, je le saurai, je vous ficherais
des claqués.

Alors, il s'évanouit au fond de l'om-
bre, avec une telle légèreté qu'on n'en-
tendit même pas le bruit de ses pieds
nus. Les deux enfants demeurèrent
immobiles durant les cinq minutes,
sans regarder en arrière, par crainte
de recevoir une gifle de l'invisible.
Lentement, une grande affection était
née entre eux dans leur commune in-
fiance. Lui, toujours, songeait à la pren-
dre, à la serrer très fort entre ses bras,
comme il voyait faire aux autres; et,
elle aussi, elle aurait bien voulu, car
ça l'avait changée, d'être ainsi caressée
gentiment. Mais ni lui ni elle ne se
seraient permis de désobéir. Quand ils
s'en allèrent, bien que la nuit fût très
noire, ils ne s'embarassèrent même pas,
ils marchèrent côte à côte, attendris,
désespérés, certains que, s'ils se tou-

chaient, le capitaine par derrière, leur
allongerait des claqués.

Étienne, à la même heure, était entré
à Réquillart. La veille, Monquette l'avait
supplé de revenir, et il revenait,
honteux, pris d'un goût qu'il refusait
de s'avouer, pour cette fille qui l'adorait
comme un Jésus. C'était, d'ailleurs,
dans l'intention de rompre. Il la ve-
rait, il lui expliquerait qu'elle ne devait
plus le poursuivre, à cause des cama-
rades. On n'était guère à la joie, ça
manquait d'honnêteté, de se payer ainsi
des douceurs, quand le monde crevait
de faim. Et, ne l'ayant pas trouvée chez
elle, il s'était décidé à l'attendre, il
guettait les ombres au passage.

Sous le beffroi en ruines, l'ancien
puits s'ouvrait, à demi obstrué. Une
poutre toute droite, où tenait un mor-
ceau de toiture, avait un profil de pe-
cence, au-dessus du trou noir et, dans
le muraillement éclaté des margelles,
deux arbres poussaient, un sorbier et
un platane, qui

nant que toutes les gares d'Allemagne sont actuellement encombrées d'anciens soldats rejoignant leurs régiments. Une activité militaire fiévreuse se manifeste partout.

Le Paris prétend qu'il n'aurait pas attaché d'importance à cette lettre s'il ne savait pas que des avis semblables, émanant de sources autorisées, ont déjà pu être reçus par le gouvernement français.

Un grand nombre de journaux de Paris ont reçu un avis identique à celui adressé au journal Paris.

NÉCROLOGIE

Paris, 21 avril.

On annonce la mort de M. Hébert, ex-garde des sceaux sous Louis-Philippe.

FAUSSE NOUVELLE

Paris, 21 avril.

Un journal du matin a reproduit une information de la *Epoca*, disant que certaines personnes appartenant à l'ambassade de France à Madrid avaient déposé des cartes chez Bazaine.

Le ministère des affaires étrangères, on ne sait rien à cet égard, mais on est convaincu que cette nouvelle est inexacte.

LES BUREAUX DE PLACEMENT

Paris, 21 avril.

Hier matin, plusieurs groupes qui s'étaient formés dans les rues de Cléry, Rochecrouart et Saint-Denis, projetaient une agression contre les bureaux de placement, quand ils furent dispersés par des gardiens de la paix.

Cinq individus de nationalité étrangère ont été arrêtés au moment où ils distribuaient de l'argent aux meneurs.

INCENDIE A ORLÉANS

Paris, 21 avril.

Un grand incendie a éclaté cette nuit à Orléans, et a détruit six maisons.

LE CONGRÈS DES ASTRONOMES

Paris, 21 avril.

Le président de la République a reçu aujourd'hui à onze heures et demie le bureau du congrès international des astronomes.

La Tentative contre Bazaine

Madrid, 21 avril.

Hillairaud, interviewé par le reporter d'un journal, a dit que c'était la première fois, le jour de l'attentat, qu'il voyait Bazaine; qu'il n'avait pas l'intention irrévocable de le tuer, et qu'il est possible qu'il ne l'eût pas frappé si Bazaine, au cours de la conversation qu'il eut avec lui, n'avait pas dit qu'il avait été obligé de rendre Metz.

Hillairaud ne se préoccupe nullement de sa situation présente; il pense uniquement à sa famille, à son père, ses sœurs, son frère qui est médecin à La Rochelle et à la guerre de la revanche contre la Prusse. Son attitude est triste, ses mains crispées se cramponnaient à la grille du parloir pendant l'interview; il perdait souvent le fil de ses idées et se passait fréquemment la main sur le front. Il déclara qu'il était bien soigné.

Le reporter le quitta en promettant de lui envoyer des livres français.

Madrid, 21 avril.

Hillairaud n'est plus au secret depuis hier. Il a démontré aujourd'hui qu'il s'était présenté chez Bazaine comme correspondant du *Courrier de la Rochelle*. A ce titre il a été reçu sur le vu de sa carte de visite ainsi conçue :

LOUIS HILLAIRAUD
Voyageur, de commerce
Auteur des amours d'un voyageur
La Rochelle, rue de la Forme, 1.

Hillairaud n'a jamais dit que son poignard était empoisonné. On a interprété de cette façon une parole proférée par lui au premier moment avec exaltation : « J'ai frappé mon armé dans les eaux de Roncevaux. » (Sic !)

Il sera poursuivi pour tentative d'assassinat avec préméditation.

Bazaine crut d'abord avoir reçu un coup de pistolet.

De l'avis des médecins, c'est l'hémorragie qui a préservé Bazaine des com-

plications qui pouvaient résulter de son âge de soixante-seize ans.

Il est très gros, très cassé.

Depuis qu'il s'est brisé la jambe, il sort rarement de son appartement.

Depuis quelques années, on le voyait surtout au théâtre, dans les salons du monde madrilène, où les relations de sa femme lui donnaient accès.

Sa maison à cette époque était fréquentée par quelques militaires espagnols qui l'avaient connu pendant la guerre carliste de 1840 et au Mexique. Il était aussi intime avec le général Corona, ministre du Mexique, à qui l'empereur Maximilien avait remis son épée à Querétaro.

Il est absolument faux que les membres de l'ambassade française aient déposé leurs cartes chez Bazaine.

M. Emile Delmas, député et maire de la Rochelle, a adressé à M. Goblet une lettre pour le prier d'intervenir auprès de la noble nation espagnole afin d'obtenir que, par dérogation exceptionnelle, et bien que l'attentat contre Bazaine ait été commis à Madrid, elle veuille bien laisser aux tribunaux français le soin de se prononcer sur un attentat dont l'âme seule de la France peut apprécier et déterminer la criminalité.

Dépêches de l'Étranger

Par fil spécial de la Tribune

DÉMISSION DE CONSTABLES

Dublin, 21 avril.

Sept constables de la police irlandaise ont donné leur démission, parce que le nouveau bill sur la législation criminelle leur créait une situation intolérable en les désignant à la haine des populations.

EXPULSION DE JOURNALISTES

Rome, 21 avril.

M. Bonghi, président de l'Association de la presse italienne, a reçu une dépêche de Massauah annonçant l'expulsion de deux journalistes, MM. Franzoi et Macola. Les signataires de cette dépêche, correspondants de journaux italiens demandent que l'Association prenne la défense des droits de la presse.

LA GUERRE AUX SOCIALISTES

Mayence, 21 avril.

Des perquisitions ont été faites par la police dans un grand nombre de maisons de Mayence. Une douzaine de socialistes ont été arrêtés. Ils sont accusés de faire partie d'une société secrète. Plusieurs d'entre eux avaient été expulsés de Francfort-sur-le-Mein.

UNIFICATION DE L'ARMEMENT EN ALLEMAGNE

Munich, 21 avril.

Le présent régent de Bavière Luitpold vient d'ordonner l'adoption du sabre prussien dans tous les États confédérés, est plus court, moins large et plus léger que le sabre yagatan; il facilite les mouvements du soldat et surtout le tir avec la baïonnette plantée au bout du fusil.

EMPRISONNEMENT D'UN PROTÉGÉ FRANÇAIS

Madrid, 21 avril.

Un journal d'Andalousie publie une lettre du Maroc annonçant que le gouverneur de Casablanca a fait emprisonner un Maure qui s'était mis sous la protection de la France.

LES CRÉDITS DE GUERRE AU REICHSTAG

Berlin, 21 avril.

On ne croit pas que les crédits supplémentaires nécessaires par les armements soient soumis au Reichstag avant vendredi. Le plus grand secret règne au sujet du chiffre des crédits en question.

EN AFGHANISTAN

Londres, 21 avril.

Une dépêche d'Allahabad signale un engagement sérieux entre la tribu des Hotaks et les troupes de l'empire britannique. Les Hotaks ont eu 500 morts et les Afghans 50.

LA LETTRE DE M. PARNELL

Londres, 21 avril.

Le directeur et l'éditeur du *Times* seront peut-être appelés à fournir devant la Chambre des communes des explications au sujet de la lettre adressée à M. Parnell.

LA PROPAGANDE RELIGIEUSE DANS LES BALKANS

Saint-Petersbourg, 21 avril.

Dans une réunion générale de la *Société Slave*, le prince Wazitschikow a attiré

l'attention de la Société sur les progrès de la propagande catholique et protestante dans la presqu'île balkanique; il y a à redouter, pense-t-il, que cette propagande et son enseignement détruisent tout ce qui rattache ces individus aux idées et mœurs slaves.

L'EXÉCUTION DES PRISONNIERS BULGARES

St-Petersbourg, 21 avril.

La *Gazette de Moscou* dit que le régent Stamboulof, avant d'ordonner l'exécution des prisonniers lors de la récente insurrection bulgare, a envoyé une dépêche chiffrée au prince de Battenberg et ce ne serait qu'après avoir reçu la réponse qu'il aurait fait procéder aux exécutions.

TCHÈQUES ET ALLEMANDS

Budapest, 21 avril.

Une trentaine de soldats tchèques se trouvaient dans une salle de danse de Harzdorf. L'assistance comptait un grand nombre d'Allemands.

Soudain, les soldats tirent leurs baïonnettes, blessent plusieurs Allemands et brient tout ce qui leur tombe sous la main. Plusieurs blessés furent transportés à l'hôpital.

Ces rixes sont très fréquentes et partout où Tchèques et Allemands se rencontrent, il est rare qu'ils n'en viennent pas aux coups.

CENTENAIRE DE DONATELLO

Florence, 21 avril.

La ville de Florence célébrera le 15 mai prochain, par de grandes fêtes, le cinquantième centenaire de Donatello, le célèbre sculpteur florentin, qui partagea avec Chiberti l'honneur d'avoir créé la sculpture moderne.

L'Académie des Beaux-Arts sera représentée à ces fêtes par l'un de ses membres, soit par M. Garnier, qui se trouve actuellement à Bordighera, ou par M. Hébert, directeur de notre académie à Rome.

LA COLONNE DE GALILÉE

Rome, 21 avril.

La municipalité de Rome inaugurera demain, près de l'Académie de France, une colonne portant l'inscription suivante : « Le palais voisin, jadis Palais des Médicis, fut la prison de Galilée, coupable d'avoir vu tourner la terre autour du soleil. »

NAUFRAGE D'UN BRICK ITALIEN

Bastia, 21 avril.

Le brick italien *Poli*, capitaine Guidi, a sombré près de Calvi. L'équipage qui se composait de huit hommes a été sauvé.

EXPLOSION D'UNE POUDRIÈRE

Rome, 20 avril.

La poudrière Bocconi-Bonazzi, à Pontemoli, a fait explosion. Il y a au moins vingt victimes. On a déjà retrouvé dix cadavres.

Nouvelles Egyptiennes

Londres, 21 avril.

Les journaux anglais publient des rapports constants que l'influence anglaise prédomine en Egypte et prétendent que l'Egypte reculerait dans la voie de la civilisation si les troupes anglaises étaient retirées.

Les dépêches du Caire annoncent néanmoins que le corps d'occupation en Egypte sera considérablement réduit (1). Selon une dépêche du *Daily Chronicle* plusieurs tribus du Soudan auraient demandé l'assistance de l'Egypte contre la tyrannie du mahdi.

Une autre dépêche dit que le mahdi se prépare à envahir l'Egypte à la première occasion.

Le Traité d'extradition Russo-Américain

St-Petersbourg, 21 avril.

On attend ici avec impatience la décision du Sénat américain sur le traité d'extradition récemment conclu entre le gouvernement russe et celui des Etats-Unis.

Les diplomates russes espèrent que l'examen de ce traité par le Sénat de Washington aura lieu sans retard et avant que les clauses du traité fussent livrées à la publicité; mais un journal de New-York ayant déjà donné un résumé de ces clauses, on craint que le Sénat ne soulève des objections, car l'opinion publique en Amérique se prononce contre l'extradition de tous les criminels politiques sans distinction.

Voir nos dernières Dépêches A LA 3^e PAGE

La Participation à l'Exposition de 1889

La *Wiener Allgemeine Zeitung*, du 17 avril, ne saurait approuver aucune des raisons qu'allèguent, dit-on, les grandes puissances européennes pour

ne pas participer à l'Exposition universelle de Paris et verrait dans un refus à l'invitation officielle d'y prendre part un fait non seulement regrettable, mais encore préjudiciable, voire même dangereux pour la paix de l'Europe.

Au surplus, dit en terminant ce journal, le président de la République peut observer la même étiquette que le chef d'un Etat rigoureusement monarchique; il représente un grand peuple comme un monarque pourrait le faire. Mais il sert mieux qu'aucun roi de France la cause de la paix.

LE BEAU PAYS D'ALLEMAGNE

Les poètes qui ont chanté à l'envi le beau pays d'Allemagne et exalté les vertus et les bonnes mœurs de Fritz et de Gretchen, trouveraient bien changés de nos jours, la blonde Germanie. La vertu et les bonnes mœurs l'ont déserté depuis longtemps; et voici quelques unes des idylles tant vantées qui embellissent l'empire du vieux Guillaume :

Des troubles ont éclaté à Zulkow, près Stettin, dans la journée du 15 avril. L'appel des recrues vint d'avoir lieu. Un jeune homme ne se rendant pas à l'appel, la commission militaire le local où se trouvait la commission militaire et y avait fait du bruit. Expulsé, il était rentré furieux et s'était mis à casser les vitres. Arrêté, il fut conduit en prison par des gendarmes. Trente à quarante jeunes gens se ruèrent alors sur les gendarmes pour délivrer leur ami. Divers agents de police étant venus au secours des gendarmes, ils furent à leur tour attaqués par les recrues. La police et les gendarmes ayant fait feu, une mêlée terrible s'en suivit, les jeunes gens ripostant et bombardant leurs adversaires avec des pierres. La force publique resta maîtresse du champ de bataille, mais sans pouvoir opérer d'arrestation. Il y a eu des blessés des deux côtés. Une instruction est ouverte.

Aimable séjour!

Trente agents de police d'Altona ont fait une descente dans une auberge mal famée pour rechercher quelques criminels qui s'étaient dérobés jusque-là à toutes les poursuites. Tout à coup, le cri s'est fait entendre : « à la police! et au même instant une troupe forte d'environ deux cents individus, armés de chaînes, de couteaux, de bouteilles, s'est ruée sur les agents, les a chassés du local et poursuivis dans la rue, où la rixe s'est continuée. La police, renforcée par un grand nombre d'agents, a fait usage de l'arme blanche et a repoussé les assaillants. Cent vingt et une arrestations ont été opérées.

Autre guitare :

Le landrath (sous-préfet) de Doebeln (royaume de Saxe) a défendu de s'entretenir à haute voix, dans les brasseries et les restaurants, de questions politiques ou communales. Ordre a été donné aux propriétaires des brasseries et aux agents de police d'intervenir toutes les fois qu'il y aura contenance d'écouter les personnes qui contreviendraient à cette décision et de les arrêter au besoin.

Ce sous-préfet est simplement admirable. Avec lui pas de danger que les citoyens aient des discussions irritantes. Nous pourrions prolonger ce simple exposé; mais nous pensons qu'il suffit, tel qu'il est, pour donner une idée des joies pures que goûtent les Allemands sous leur admirable gouvernement.

Le Bill de Coercition

Le rapport officiel sur les crimes agraires présente ce fait remarquable, c'est qu'il se retourne précisément contre les oppresseurs de l'Irlande et laisse sans excuse la folle obstination et l'attitude provocatrice de la politique tory. On se convaincra facilement en lisant de la lourde responsabilité assumée par les Salisbury et les Chamberlain qui prennent à tâche d'irriter le peuple irlandais. Que dit ce rapport? Il passe en revue les crimes agraires depuis 1845 jusqu'à 1886 inclusivement. Il constate — bien malgré lui — que la progression des violences a suivi exactement la progression de la politique dite conservatrice. Des coups courants un peu libéral se font sentir, les violences tombent pour se relever avec le relèvement du parti tory.

Qu'on en juge. Les crimes agraires montent en 1845 à 1,230. C'est précisément l'époque du premier essai de bill de coercition. Sir Robert Peel en est le promoteur. Le bill échoue par l'alliance inopinée des whigs et des protectionnistes. Alors le niveau de la criminalité agraire tombe subitement. Il se relève brusquement vers 1874 et suit des lors une progression continue. C'est, en effet, une période de triomphe pour le parti

conservateur. Il est le maître incontesté pendant six ans. En 1880, terme de cette période, la criminalité agraire s'est élevée au chiffre redoutable de 4,439. C'est le moment où toute règle de droit a été violée. Les prévenus irlandais sont enlevés au jury. En 1882-83, grâce aux efforts de lord Spencer, aide, comme de juste, par le *Land-Act* (loi qui restitue au jury les attentats contre la propriété et les land-lords), on ne compte plus annuellement que 870 délits. De 4,439 à 870, quelle chute! Les Irlandais ne sont donc pas naturellement si paresseux d'une part, et d'autre part si féroces qu'on le dit. Un peu d'équité les calme. Nous nous en doutions. En 1885, lord Spencer tombe sous les injures et les coups des conservateurs. Les crimes agraires reprennent. Ils s'élèvent l'année même de sa chute, à 944. En 1886, ils atteignent le chiffre de 1,050. Or, c'est exactement en janvier 1886 qu'un nouveau bill de coercition a été proposé par sir Michael Hicks Beach. En août, lord Salisbury devenait ministre. Depuis, en effet, la progression ne s'est pas arrêtée.

Et pourtant, malgré les provocations du parti conservateur, le niveau n'est pas remonté aussi haut qu'en 1845.

D'après le même rapport, les crimes agraires en Irlande sont moins nombreux aujourd'hui, en 1886-87 qu'en 1881. Le quart à peine, c'est-à-dire mille environ. Pourquoi, dès lors, un nouveau bill de coercition.

Le Parricide de Boisset-Saint-Priest

Par fil spécial de la Tribune.

Boisset-Saint-Priest, 21 avril.

La commune de Boisset-Saint-Priest dans l'arrondissement de Montbrison vient d'être le théâtre d'un crime épouvantable : la veuve Bernant, âgée de quatre-vingts ans, a été tuée par sa petite-fille, Victorine Cros, à peine âgée de vingt ans.

MM. Mayer, substitut; Aron, juge d'instruction; Duclos, commis greffier, et Rigodon, médecin, ont été chargés de la gendarmerie de Saint-Jean-Soleymieux se sont immédiatement rendus sur les lieux.

Le cadavre de la veuve Bernant a été trouvé dans son habitation, à Gachet, la tête appuyée sur une table, avec une large blessure à la tempe. D'après les constatations du médecin, la victime a été assassinée. Les soupçons se sont immédiatement portés sur la petite fille de la victime, Victorine Cros, qui a été arrêtée quelques heures après à Saint-Romain-le-Puy. Cette jeune fille a fait des aveux complets aux gendarmes d'Andrézieux, en présence du maire de Saint-Marcellin.

Elle était arrivée chez sa grand-mère vers trois heures du soir, s'était prise de querelle avec la veuve Bernant, et poussée à bout, disait-elle, elle avait saisi un marteau à sa portée et en avait frappé d'un coup la vieille femme à la tempe gauche. Puis elle l'avait fait retomber à terre d'un coup de poing au moment où elle relevait. La fille Cros était ensuite retournée tranquillement chez ses parents.

LA RÉGION

LOIRE

Saint-Etienne. — Elections législatives. — Les élections législatives, en remplacement de M. Reuillet, décédé, auront lieu le 15 mai prochain. Les opportunistes, très peu certains du résultat, sont très embarrassés dans leur choix d'un candidat. Ils ont fait des offres à beaucoup de leurs amis, mais ces offres ne semblent pas devoir être accueillies avec enthousiasme. M. Dorion a refusé de représenter, dans la lutte prochaine, le parti de M. Ferry.

Les empoisonneurs. — Le service de l'octroi à Valfure, banlieue de Saint-Etienne, a dressé procès-verbal contre le nommé Antoine Jourjon, fermier, audit lieu, pour avoir abattu une vache malade et l'avoir livrée à la consommation.

Cette viande a été vérifiée par M. Charlois vétérinaire et transportée à l'abattoir.

Un faucon extraordinaire. — Procès-verbal a été dressé contre le nommé L. Pardonneau, vingt-huit ans, entrepreneur de flacres demeurant rue Grenette, 10, sous l'inculpation de blessures par imprudence, résultant de vitesse excessive de sa voiture.

Asile de nuit. — Sur la proposition de MM. Taravellier, Girodet et Colom-

bet, une somme de 300 fr. a été votée par le conseil général pour l'asile de nuit.

Voitures brisées. — Hier, vers deux et demie, le nommé François Dubouché, 40 ans, représentant en vins, à Saint-Didier-la-Seeuve (Haute-Loire), conduisait une voiture à deux roues, lorsque arrivé rue du Général Foy, en face le n° 10, la clavette d'une des roues étant sortie, le véhicule a versé et l'un des brancards s'est cassé, il n'y a pas eu d'accident de personnes.

— Le nommé Jacques Barthélemy, marchand de légumes, demeurant à Firminy, descendait la rue Badouillère et conduisait une voiture attelée d'un âne. Arrivé à l'angle de la rue, il a heurté le tramway n° 21, qui descendait à ce moment. Il résulte du procès-verbal que le mécanicien a corné et a stopé instantanément. Le brancard de la voiture a été brisé, il n'y a pas eu d'accident de personnes.

La misère. — Le nommé Bouchon (Jean), 54 ans, manœuvre, né à Duniers (Haute-Loire), sans domicile, prévenu de vagabondage a été arrêté. Cet individu a été surpris la nuit dernière par le service de la police, à la tuilerie Chovet, à Grange-Neuve. Bouchon a subi 5 ou 6 condamnations pour vagabondage.

Le Puits du Jardin des Plantes. — On a poursuivi dernièrement un mineur qui avait ouvert sa lampe pour prendre du feu, dans une galerie griseuse du puits Ambroise.

A ce sujet, nous recevons la lettre suivante que nous nous empressons d'insérer :

Monsieur le Directeur.

Vous m'avez très aimablement fait parvenir la lettre que vous m'avez adressée et qui a été publiée dans votre numéro du 16 décembre 1886.

Le sous-gouverneur Néri allumait les lampes, non pas dans une galerie au rocher, comme le dit M. Nan, mais bien dans une galerie au charbon, à 500 mètres de distance du puits, et loin de 50 mètres à peu près des chambres d'éclatement. Lorsqu'il était obligé de s'absenter pour faire sa tournée des chantiers, Néri remettait sa clé à Rebeaud qui allumait les lampes à sa place.

L'endroit où Montélimart a été surpris éclairant sa lampe est absolument le même que celui où Néri avait l'habitude de les allumer.

Nous sommes persuadés que M. Nan a été mal renseigné par ses gouverneurs; mais, s'il veut faire une enquête parmi les ouvriers, nous serons prêts à lui certifier les faits que nous avançons.

Si d'ailleurs Montélimart, qui était un ancien ouvrier de la compagnie, est poursuivi, il ne manquera pas de citer les noms de ceux de ses camarades qui ont, en leur lanterne allumée par Néri dans les conditions que nous relatons.

Agréé, etc.

Un groupe d'ouvriers.

Ajoutons que le sous-gouverneur a déjà dans l'Allier été obligé de partir. S'il est encore conservé par le directeur de la compagnie de Villebonnet, c'est que c'est un de ces hommes dévoués dont les directeurs et ingénieurs des compagnies ont besoin.

Grand-Croix. — Rente des travailleurs. — Un ouvrier mineur du nom de Benoit Sagnol, âgé de 56 ans, travaillant au puits St-Antoine, a été atteint par un coup de mine au visage et au bras gauche et a été grièvement blessé. Son état a nécessité son transport dans un hôpital de Lyon. Sagnol est père de six enfants.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

Commission électorale des républicains socialistes du VI^e arrondissement. — Grande réunion publique. — Tous les électeurs républicains du VI^e arrondissement sont invités à assister à une réunion publique, qui aura lieu samedi 23 courant, à 8 heures du soir, salle Frel, douillière, rue Duguesclin, 167.

Ordre du jour :

Audition du candidat.

La commission électorale :

Colliard, Bigex, Paul Boher, Quantin, Koch fils, Paul Sirand, Fribre, Cénat, Chauvart, Pive aîné, J. Charvet, Fillion.

Nota. — La carte électorale sera exigée à la porte.

COMTESSE SARAH

PAR

GEORGES OHNET

PREMIÈRE PARTIE

XV

— Oh! messieurs, mon rôle s'est borné à faire, pendant le siège, des factions dans les tranchées avec de la neige jusqu'au jarret, en avant de Montrouge, et je vous garantis qu'il n'y faisait pas chaud. A la fin, on nous a menés à Châteaufort. Nous avons marché à l'assaut du parc de Buzenval. Et là, par exemple, c'était une autre affaire : il ne faisait pas froid. J'ai tiré des coups de fusil, nous avons perdu du monde, et j'ai reçu trois balles.

— Trois balles! interrompit Pom-péran.

— Oui, trois balles, reprit fièrement

Frossard : deux dans ma capote et une dans mon képi.

— Il fallait la recevoir dans la tête, monsieur, dit Merlot haineusement.

Bien obligé, colonel, répliqua le jeune homme, ce sera pour la prochaine fois!

Le groupe s'ouvrit. Le comte entra dans la salle, venant du salon.

— Eh bien! messieurs, ces dames vous attendent, dit-il, et le capitaine Adhémar, montrant sa commode, habituelle, est au piano.

Ils remontèrent. D'un geste le comte retint Pierre et, lui indiquant un siège :

— Ah! ça, mon cher ami, causons un peu, dit-il affectueusement. Parce que vous n'êtes plus maintenant sous ma coupe, ce n'est pas une raison pour que je ne m'informe pas de ce que vous devenez. Voilà un ans que vous m'avez quitté. Quelles sont vos intentions pour l'avenir?

— Mais, mon général, je retournerai à mon poste.

— Et si je trouvais un moyen de vous garder en France?... Vous venez de faire campagne, vous avez été grièvement blessé, vous avez tous les droits à un service plus doux... Le général Montaigne, mon ancien chef d'état-major, vous prendra auprès de lui, si vous y consentez; j'en fais mon affaire...

